



1947

Rapport sur la situation
internationale.

KOMINFORM

RAPPORT SUR LA SITUATION INTERNATIONALE (1947) PARTI COMMUNISTE (Bolchevik) DE L'UNION SOVIETIQUE

Rapport présenté par Andreï Jdanov, membre du Bureau Politique du Parti Communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S.,
le 22 septembre 1947, devant la Conférence d'Information des Partis Communistes (réunion constitutive du Kominform), à Szklarska Poreba (Pologne)

Ce rapport a été publié le 1er novembre 1947 dans Pour une paix durable, pour une démocratie populaire, l'organe du Kominform.

Les deux passages entre parenthèses [...] proviennent du texte original de Jdanov trouvé dans ses archives et publié en 1993 (édition bilingue anglo-russe) dans l'édition critique universitaire Kominform (cette volumineuse édition reprend l'ensemble des textes des trois Conférences qu'a connu le Kominform en 1947, 1948 et 1949) 1 ;

le passage entre parenthèses {...} se trouve dans le même manuscrit original de Jdanov, mais il a été barré par Jdanov.

I) LA SITUATION INTERNATIONALE APRES LA GUERRE

La fin de la Seconde Guerre mondiale a apporté des changements essentiels dans l'ensemble de la situation mondiale. La défaite militaire du bloc des Etats fascistes, le caractère antifasciste et de libération de la guerre, le rôle décisif joué par l'Union Soviétique dans la victoire sur les agresseurs fascistes tout cela a conduit à un changement radical dans le rapport des forces entre les deux systèmes — socialiste et capitaliste en faveur du socialisme.

En quoi consistent ces changements ?

Le résultat principal de la Seconde Guerre mondiale consiste dans la défaite militaire de l'Allemagne et du Japon — les deux pays les plus militaristes et les plus agressifs du capitalisme.

Les éléments réactionnaires impérialistes du monde entier, et particulièrement en Angleterre, aux Etats-Unis d'Amérique et en France, avaient fondé des espoirs particuliers sur l'Allemagne et le Japon, et surtout sur l'Allemagne hitlérienne, premièrement, en tant que force la plus capable de porter un coup tel à l'Union Soviétique qu'il aurait pu l'affaiblir et miner son influence sinon l'écraser, et deuxièmement, en tant que force capable d'écraser le mouvement ouvrier révolutionnaire et démocratique en Allemagne même et dans tous les pays qui étaient l'objet de l'agression hitlérienne.

On visait, de cette façon, à consolider la situation générale du capitalisme.

C'est là qu'il faut chercher l'origine et l'une des principales causes de la politique munichoise d'avant-guerre, politique d'"apaisement" et d'encouragement à l'agression fasciste, politique menée méthodiquement par les milieux impérialistes dirigeants d'Angleterre, de France et des Etats-Unis d'Amérique.

Cependant, les espoirs que les impérialistes anglo-franco-américains nourrissaient à l'égard des hitlériens ne se sont pas justifiés. Contrairement à ce que supposaient les munichois, les hitlériens

ont prouvé qu'ils étaient plus faibles, tandis que l'Union Soviétique et les peuples épris de liberté ont prouvé qu'ils étaient plus forts.

Ainsi, la Seconde Guerre mondiale a eu pour résultat ceci : les forces principales de la réaction fasciste internationale militante ont été mises en déroute et se sont trouvées pour longtemps hors de combat.

Par conséquent, le système capitaliste mondial, dans son ensemble, a subi de nouveau un coup sérieux.

Si le résultat le plus important de la Première Guerre mondiale fut la rupture du front uni de l'impérialisme et le détachement de la Russie du système capitaliste mondial ; si, par suite de la victoire du régime socialiste en U.R.S.S., le capitalisme a cessé d'être le système universel unique de l'économie mondiale, le résultat de la Seconde Guerre mondiale, avec la défaite du fascisme, avec l'affaiblissement des positions mondiales du capitalisme et le renforcement du mouvement antifasciste, a été le détachement de toute une série de pays de l'Europe centrale et sud-orientale du système impérialiste.

De nouveaux régimes populaires et démocratiques ont surgi dans ces pays.

Le grand exemple de la guerre patriotique de l'Union Soviétique, le rôle libérateur de l'Armée soviétique se confondaient avec l'élan de la lutte de masse de libération nationale des peuples épris de liberté contre les occupants fascistes et leurs complices.

Au cours de cette lutte ont été démasqués, comme traîtres aux intérêts nationaux, les éléments profascistes qui avaient collaboré avec Hitler : gros capitalistes influents, grands propriétaires fonciers, hauts fonctionnaires, officiers monarchistes.

Dans les pays danubiens, la libération de l'esclavage germano-fasciste s'est accompagnée, d'une part, de l'élimination du pouvoir de la couche supérieure de la bourgeoisie et des gros propriétaires terriens, compromise par sa collaboration avec le fascisme allemand, et, d'autre part, de l'arrivée au pouvoir de nouvelles forces du peuple qui avaient fait leurs preuves durant la lutte contre les oppresseurs hitlériens.

Dans ces pays, ce sont les représentants des ouvriers, des paysans, des intellectuels progressifs qui sont arrivés au pouvoir.

Partout, dans ces pays, ce fut la classe ouvrière qui a manifesté le plus grand héroïsme, le plus de conséquence et d'intransigeance dans la lutte antifasciste, et, partant, son autorité et son influence parmi le peuple se sont énormément accrues.

Le nouveau pouvoir démocratique en Yougoslavie, en Bulgarie, en Roumanie, en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Hongrie et en Albanie, s'appuyant sur les masses populaires, a réussi à réaliser, dans le délai le plus court, des transformations démocratiques progressives telles que la bourgeoisie n'est déjà plus capable d'en faire.

La réforme agraire a remis la terre aux paysans et a conduit à la liquidation de la classe des hobereaux.

La nationalisation de la grande industrie et des banques et la confiscation de la propriété des traîtres qui avaient collaboré avec les Allemands ont sapé d'une manière radicale des positions du

capital monopoliste dans ces pays et ont affranchi les masses de la servitude impérialiste.

En même temps, ont été établis les fondements de la propriété de l'Etat.

Un nouveau type d'Etat a été créé : la République populaire, où le pouvoir appartient au peuple, où la grande industrie, le transport et les banques appartiennent à l'Etat et où la force dirigeante est constituée par le bloc des classes travailleuses de la population, ayant à sa tête la classe ouvrière.

Les peuples de ces pays se sont non seulement libérés de l'étau impérialiste, mais ils sont en train d'édifier les bases du passage vers le développement socialiste.

L'importance et l'autorité internationale de l'U.R.S.S. se sont considérablement accrues à la suite de la guerre. L'U.R.S.S. a été la force dirigeante et l'âme de l'écrasement militaire de l'Allemagne et du Japon.

Les forces démocratiques progressives du monde entier se sont rassemblées autour de l'Union Soviétique. L'Etat socialiste, aux prises mortelles avec l'ennemi le plus puissant, est sorti victorieux des terribles épreuves de la guerre.

L'Union Soviétique est sortie de la guerre renforcée.

La face du monde capitaliste a changé elle aussi bien sensiblement. Des six puissances appelées " grandes " (l'Allemagne, le Japon, l'Angleterre, les Etats-Unis d'Amérique, la France, l'Italie), trois ont été éliminées par suite de la défaite militaire : l'Allemagne, l'Italie, le Japon.

La France aussi a été affaiblie et a perdu son ancienne signification de grande puissance.

Ainsi, il ne reste plus que deux " grandes " puissances impérialistes mondiales : les Etats-Unis et l'Angleterre.

Mais les positions de l'un de ces pays, l'Angleterre, se sont trouvées ébranlées.

Durant la guerre, l'impérialisme anglais s'est montré affaibli du point de vue militaire et politique.

En Europe, l'Angleterre s'est montrée impuissante devant l'agression allemande.

En Asie, l'Angleterre — la plus grande puissance impérialiste — n'a pas réussi par ses propres forces à sauvegarder ses propres possessions coloniales.

Ayant temporairement perdu ses liaisons avec les colonies, qui approvisionnaient la métropole en denrées alimentaires et en matières premières et qui absorbaient une partie considérable de sa production industrielle, l'Angleterre s'est trouvée, du point de vue de son économie de guerre et en ce qui concerne ses propres fournitures industrielles et alimentaires, dépendante de l'Amérique.

Depuis la fin de la guerre, la dépendance financière et économique de l'Angleterre à l'égard des Etats-Unis d'Amérique n'a fait que croître.

Après la guerre, l'Angleterre a recouvré ses colonies : cependant, elle s'y est heurtée à une influence renforcée de l'impérialisme américain qui, pendant la guerre, avait déployé son activité

dans toutes les zones considérées jusque-là comme des sphères d'influence du capitalisme monopoliste anglais : l'Orient arabe, l'Asie du Sud-Est.

L'influence de l'Amérique s'est renforcée dans les dominions de l'Empire britannique et en Amérique du Sud, où le rôle joué par l'Angleterre lui échappe de plus en plus au bénéfice des Etats-Unis d'Amérique.

La crise du système colonial, accentuée par l'issue de la Seconde Guerre mondiale, se manifeste par le puissant essor du mouvement de libération nationale dans les colonies et les pays dépendants.

Par là même, les arrières du système capitaliste se trouvent menacés.

Les peuples des colonies ne veulent plus vivre comme par le passé.

Les classes dominantes des métropoles ne peuvent plus gouverner les colonies comme auparavant.

Les tentatives d'écrasement du mouvement de libération nationale par la force militaire se heurtent maintenant à la résistance armée croissante des peuples des colonies et conduisent à des guerres coloniales de longue durée : Hollande en Indonésie, France au Vietnam.

La guerre, qui a à son origine le développement inégal du capitalisme dans les différents pays, a conduit à une nouvelle aggravation de cette inégalité.

De toutes les puissances capitalistes, une seule — les Etats-Unis d'Amérique — est sortie de la guerre sans être affaiblie, mais considérablement renforcée tant économiquement que militairement.

Les capitalistes américains ont grassement profité de la guerre.

Le peuple américain n'a pas souffert des privations accompagnant la guerre, ni du joug de l'occupation, ni des bombardements aériens, tandis que ses pertes humaines n'ont pas été comparativement nombreuses, puisque les Etats-Unis, en fait, n'ont pris part qu'à la dernière étape de la guerre, alors que le sort de celle-ci était déjà décidé.

Pour les Etats-Unis, la guerre a servi avant tout d'impulsion à un large développement de la production industrielle, au renforcement décisif de l'exportation, principalement vers l'Europe.

La fin de la guerre a posé devant les Etats-Unis une série de nouveaux problèmes.

Les monopoles capitalistes se sont efforcés de maintenir le niveau élevé de leurs profits de guerre.

Dans ce dessein, ils ont recherché à ce que le volume des commandes du temps de guerre ne soit pas réduit.

Mais pour cela les Etats-Unis devaient conserver tous les marchés extérieurs qui absorbaient la production américaine durant la guerre, et conquérir de nouveaux marchés, puisque s'est produite à la fin de la guerre une forte réduction de la capacité d'achat de la majorité des pays.

En même temps, la dépendance financière et économique de ces pays à l'égard des Etats-Unis d'Amérique s'est accrue.

Les Etats-Unis ont investi à l'étranger des crédits pour la somme de 19 milliards de dollars, non compris les investissements à la Banque internationale et au Fonds international des changes.

Les principaux concurrents des Etats-Unis — l'Allemagne et le Japon — ont disparu du marché mondial, et cela a ouvert de nouvelles et très grandes possibilités aux Etats-Unis d'Amérique.

Si, avant la Seconde Guerre mondiale, les cercles réactionnaires les plus influents de l'impérialisme américain s'en tenaient à la politique isolationniste et s'abstenaient d'intervenir activement dans les affaires de l'Europe et de l'Asie, maintenant, dans les nouvelles conditions d'après-guerre, les maîtres de Wall Street font une autre politique.

Ils ont dressé un programme d'utilisation de toute la puissance militaire et économique américaine, non seulement pour conserver et consolider les positions conquises à l'étranger pendant la guerre, mais aussi pour les étendre au maximum en se substituant sur le marché mondial à l'Allemagne, au Japon et à l'Italie.

L'affaiblissement considérable de la puissance économique des autres Etats capitalistes a fait surgir la possibilité d'utilisation spéculative des difficultés économiques d'après guerre, ce qui favorise la mise de ces Etats sous le contrôle des Etats-Unis.

Cet affaiblissement a permis en particulier l'utilisation des difficultés économiques d'après guerre de la Grande-Bretagne. Les Etats-Unis d'Amérique ont proclamé un nouveau cours ouvertement conquérant et expansionniste.

Le but que se propose le nouveau cours expansionniste des Etats-Unis est l'établissement de la domination mondiale de l'impérialisme américain.

Ce nouveau cours vise à la consolidation de la situation de monopole des Etats-Unis sur les marchés, monopole qui s'est établi par suite de la disparition de leurs deux concurrents les plus grands — l'Allemagne et le Japon — et par l'affaiblissement des partenaires capitalistes des Etats-Unis : l'Angleterre et la France.

Ce nouveau cours compte sur un large programme de mesures d'ordre militaire, économique et politique, dont l'application établirait dans tous les pays visés par l'expansionnisme des Etats-Unis la domination politique et économique de ces derniers, réduirait ces pays à l'état de satellites des Etats-Unis, y instaurerait des régimes intérieurs qui élimineraient tout obstacle de la part du mouvement ouvrier et démocratique à l'exploitation de ces pays par le capital américain.

Les Etats-Unis d'Amérique cherchent à étendre actuellement l'application de ce nouveau cours politique non seulement envers les ennemis de la guerre d'hier, ou envers les Etats neutres, mais aussi de façon toujours plus grande, envers les alliés de guerre des Etats-Unis d'Amérique.

On attache une attention spéciale à l'utilisation des difficultés économiques de l'Angleterre — l'allié et en même temps le rival capitaliste et concurrent de longue date des Etats-Unis.

Le cours expansionniste américain a pour point de départ la considération que, non seulement il faudra ne pas détendre l'étau de la dépendance économique vis-à-vis des Etats-Unis, dans lequel l'Angleterre est tombée durant la guerre, mais, au contraire, renforcer la pression sur l'Angleterre,

afin de lui ravir successivement son contrôle sur les colonies, l'évincer de ses sphères d'influence et la réduire à l'état de vassal.

Ainsi, par leur nouvelle politique, les Etats-Unis tendent à raffermir leur situation de monopole et comptent assujettir et mettre sous leur dépendance leurs propres partenaires capitalistes.

Mais, sur le chemin de leurs aspirations à la domination mondiale, les Etats-Unis se heurtent à l'U.R.S.S. avec son influence internationale croissante, comme au bastion de la politique anti-impérialiste et antifasciste, aux pays de la nouvelle démocratie qui ont échappé au contrôle de l'impérialisme anglo-américain, aux ouvriers de tous les pays, y compris les ouvriers de l'Amérique même, qui ne veulent pas de nouvelle guerre de domination au profit de leurs propres oppresseurs.

C'est pourquoi le nouveau cours expansionniste et réactionnaire de la politique des Etats-Unis vise à la lutte contre l'U.R.S.S., contre les pays de la nouvelle démocratie, contre le mouvement ouvrier de tous les pays, contre le mouvement ouvrier aux Etats-Unis, contre les forces anti-impérialistes de libération dans tous les pays.

Les réactionnaires américains, inquiets des succès du socialisme en U.R.S.S., des succès des pays de la nouvelle démocratie et de la croissance du mouvement ouvrier et démocratique dans tous les pays du monde entier, après la guerre, sont enclins à se fixer comme tâche celle de " sauver " le système capitaliste du communisme.

De sorte que le programme franchement expansionniste des Etats-Unis rappelle extraordinairement le programme aventurier des agresseurs fascistes, qui a misérablement échoué, agresseurs qui, comme on le sait, se considéraient naguère aussi comme des prétendants à la domination mondiale.

Comme les hitlériens, lorsqu'ils préparaient l'agression de brigandage afin de s'assurer la possibilité d'opprimer et d'asservir tous les peuples et avant tout leur propre peuple, se masquaient de l'anticommunisme, de la même manière, les cercles dirigeants d'aujourd'hui des Etats-Unis dissimulent leur politique d'expansion et même leur offensive contre les intérêts vitaux de leur concurrent impérialiste devenu plus faible — l'Angleterre — par des tâches de pseudo-défense anticommuniste.

La course fiévreuse aux armements, la construction de nouvelles bases et la création de places d'armes pour les forces armées américaines dans toutes les parties du monde sont justifiées par les arguments pharisiens et faux de la soi-disant " défense " contre le danger militaire imaginaire de la part de l'U.R.S.S.

La diplomatie américaine agissant par les méthodes de menaces, de corruption et de chantage arrache facilement des autres pays capitalistes, et avant tout de l'Angleterre, le consentement à l'affermissement légal des positions avantageuses américaines en Europe et en Asie, dans les zones occidentales de l'Allemagne, en Autriche, en Italie, en Grèce, en Turquie, en Egypte, en Iran, en Afghanistan, en Chine, au Japon, etc.

Les impérialistes américains, se considérant comme la force principale opposée à l'U.R.S.S., aux pays de la nouvelle démocratie, au mouvement ouvrier et démocratique de tous les pays du monde, se considérant comme le bastion des forces réactionnaires, antidémocratiques du monde entier, ont entrepris littéralement, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, de dresser contre l'U.R.S.S. et la démocratie mondiale un front hostile et d'encourager les forces réactionnaires,

antipopulaires, les collaborationnistes et les anciennes créatures capitalistes dans les pays européens qui, libérés du joug hitlérien, ont commencé à organiser leur vie selon leur propre choix.

Les politiciens impérialistes les plus enragés et déséquilibrés ont commencé, après Churchill, à dresser des plans en vue d'organiser le plus rapidement possible une guerre préventive contre l'U.R.S.S., faisant ouvertement appel à l'utilisation contre les hommes soviétiques du monopole américain temporaire de l'arme atomique.

Les instigateurs de la nouvelle guerre tentant d'utiliser l'intimidation et le chantage non seulement envers l'U.R.S.S., mais aussi envers les autres pays, et en particulier, envers la Chine et l'Inde, présentent d'une façon calomnieuse l'U.R.S.S. comme agresseur possible, et se présentent eux-mêmes en qualité d'"amis" de la Chine et de l'Inde, comme "sauveurs" du danger communiste, appelés à "aider" les plus faibles. De cette façon, on accomplit la tâche de maintenir dans l'obéissance à l'impérialisme l'Inde et la Chine et de prolonger leur asservissement politique et économique.

II) NOUVELLE DISPOSITION DES FORCES POLITIQUES D'APRES-GUERRE ET FORMATION DES DEUX CAMPS

Les changements profonds survenus dans la situation internationale et dans la situation des différents pays, à la suite de la guerre, ont modifié tout le tableau politique du monde.

Une nouvelle disposition des forces politiques s'est créée.

Plus nous nous éloignons de la fin de la guerre, et plus nettement apparaissent les deux principales directions de la politique internationale de l'après-guerre, correspondant à la disposition en deux camps principaux des forces politiques qui opèrent sur l'arène mondiale : le camp impérialiste et antidémocratique d'une part, et, d'autre part, le camp anti-impérialiste et démocratique.

Les Etats-Unis sont la principale force dirigeante du camp impérialiste. L'Angleterre et la France sont unies aux Etats-Unis.

L'existence du gouvernement travailliste Atlee-Bevin en Angleterre et celle du gouvernement socialiste Ramadier en France n'empêchent pas l'Angleterre et la France de marcher comme des satellites, en ce qui concerne les questions principales, dans l'ornière de la politique impérialiste des Etats-Unis.

Le camp impérialiste est soutenu aussi par des Etats possesseurs de colonies, tels que la Belgique et la Hollande, et par des pays au régime réactionnaire antidémocratique, tels que la Turquie et la Grèce, ainsi que par des pays dépendant politiquement et économiquement des Etats-Unis, tel que le Proche-Orient, l'Amérique du Sud, la Chine.

Le but principal du camp impérialiste consiste à renforcer l'impérialisme, à préparer une nouvelle guerre impérialiste, à lutter contre le socialisme et la démocratie et à soutenir partout les régimes et mouvements profascistes réactionnaires et antidémocratiques.

Pour réaliser ces tâches, le camp impérialiste est prêt à s'appuyer sur les forces réactionnaires et antidémocratiques dans tous les pays et à soutenir les ennemis de la guerre d'hier contre ses alliés de guerre.

Les forces anti-impérialistes et antifascistes forment l'autre camp. L'U.R.S.S. et les pays de la nouvelle démocratie en sont le fondement.

Les pays qui ont rompu avec l'impérialisme et qui se sont résolument engagés dans la voie du développement démocratique, tels que la Roumanie, la Hongrie, la Finlande, en font partie. Au camp anti-impérialiste adhèrent l'Indonésie, le Vietnam, l'Inde ; l'Égypte et la Syrie y apportent leurs sympathies. Le camp anti-impérialiste s'appuie dans tous les pays sur le mouvement ouvrier et démocratique, sur les Partis Communistes frères, sur les combattants du mouvement de libération nationale dans les pays coloniaux et dépendants, sur toutes les forces progressives et démocratiques qui existent dans chaque pays.

Le but de ce camp consiste à lutter contre les menaces de nouvelles guerres. et d'expansion impérialiste, pour l'affermissement de la démocratie et pour l'extirpation des restes du fascisme.

La fin de la Deuxième Guerre mondiale a placé les peuples épris de liberté devant l'importante tâche d'assurer une paix démocratique durable, consolidant la victoire sur le fascisme.

C'est à l'Union Soviétique et à sa politique extérieure qu'appartient le rôle dirigeant dans la solution de cette tâche principale d'après-guerre.

Cela provient de la nature de l'Etat soviétique socialiste, profondément étranger à tous les mobiles agressifs et exploités, et intéressé à créer les conditions les plus favorables pour réaliser l'édification de la société communiste.

L'une de ces conditions, c'est la paix.

En tant que nouveau système social supérieur, l'Union Soviétique reflète, dans sa politique extérieure, les espoirs de toute l'humanité progressive, qui aspire à une paix durable et ne peut être intéressée à une nouvelle guerre engendrée par le capitalisme.

L'Union Soviétique, fidèle combattant de la liberté et de l'indépendance pour tous les peuples, est l'ennemie de l'oppression nationale et raciale, de l'exploitation coloniale sous toutes ses formes.

Le changement survenu à la suite de la Deuxième Guerre mondiale dans le rapport des forces entre le monde capitaliste et le monde socialiste de l'Etat soviétique a élargi le rayon de son activité politique extérieure.

C'est autour de la tâche consistant à assurer la paix démocratique juste que s'est opéré le ralliement de toutes les forces du camp anti-impérialiste et antifasciste.

C'est sur cette base qu'a pris naissance et que s'est renforcée la coopération amicale de l'U.R.S.S. avec les pays démocratiques à l'égard de tous les problèmes de politique extérieure.

Ces pays, et tout d'abord les pays de la nouvelle démocratie : la Yougoslavie, la Pologne, la Tchécoslovaquie, l'Albanie, qui ont joué un rôle important dans la guerre libératrice contre le fascisme, ainsi que la Bulgarie, la Roumanie, la Hongrie, partiellement la Finlande, qui ont rejoint le front antifasciste — sont devenus dans l'après-guerre, de fermes combattants pour la paix, pour la démocratie, pour la liberté et l'indépendance contre toutes les tentatives faites par les Etats-Unis et l'Angleterre pour faire retourner leur développement en arrière et les placer de nouveau sous le joug impérialiste.

Les succès et l'augmentation du prestige international du camp démocratique ne sont pas du goût des impérialistes. Déjà, pendant la Deuxième Guerre mondiale, en Angleterre et aux Etats-Unis, l'activité des forces réactionnaires s'est accrue infailliblement, s'efforçant de briser l'action coordonnée des puissances alliées, de faire traîner la guerre en longueur, de saigner à blanc l'U.R.S.S. et de sauver les agresseurs fascistes de la débâcle complète.

Le sabotage du deuxième front de la part des impérialistes anglo-saxons, Churchill en tête, reflétait nettement cette tendance, qui n'est, au fond, que la continuation de la politique de " Munich " dans la nouvelle situation changée.

Mais, tant que la guerre durait, les cercles réactionnaires d'Angleterre et des Etats-Unis n'osaient pas intervenir ouvertement contre l'Union Soviétique et les pays démocratiques, comprenant très bien que, dans tous les pays, la sympathie des masses populaires allait sans réserve à l'U.R.S.S. et aux pays démocratiques.

Mais, dès les derniers mois qui précédèrent la fin de la guerre, la situation commença à se modifier.

Déjà, au cours des pourparlers à la Conférence des Trois Puissances, à Berlin, en juillet 1945, les impérialistes anglo-américains ont montré leur désir de ne pas tenir compte des intérêts légitimes de l'U.R.S.S. et des pays démocratiques.

Au cours des deux dernières années, la politique extérieure de l'Union Soviétique et des pays démocratiques a été une politique de lutte pour la réalisation conséquente des principes démocratiques d'après-guerre.

Les Etats du camp anti-impérialiste se sont montrés de fidèles et conséquents combattants pour la réalisation de ces principes, sans en dévier d'un seul point

C'est pourquoi la tâche principale de la politique extérieure des Etats démocratiques d'après-guerre est de lutter pour une paix démocratique, de liquider les restes du fascisme et d'empêcher une nouvelle agression fasciste impérialiste, de lutter pour l'affermissement des principes d'égalité des droits et le respect de la souveraineté des peuples, pour la réduction générale des armements et l'interdiction de tout genre d'armes de grande destruction, destinées à l'extermination en masse de la population paisible.

Dans la mise en application de toutes ces tâches, la diplomatie soviétique et la diplomatie des Etats démocratiques se sont heurtées à la résistance de la diplomatie anglo-américaine qui, après guerre, suit infailliblement et conséquemment une ligne visant à renoncer à tous les principes communs proclamés pendant la guerre par les Alliés pour l'organisation de la paix d'après-guerre, une ligne tendant à remplacer cette politique de paix et d'affermissement de la démocratie par une nouvelle politique ayant pour but de rompre la paix générale, d'assurer la défense des éléments fascistes et de persécuter la démocratie dans tous les pays.

L'activité commune de la diplomatie de l'U.R.S.S. et de la diplomatie des Etats démocratiques visant à résoudre le problème de la réduction des armements et l'interdiction de l'arme la plus destructrice — la bombe atomique — a une grande signification.

Sur l'initiative de l'Union Soviétique, il a été fait une proposition à l'Organisation des Nations Unies pour la réduction générale des armements et pour la reconnaissance, comme tâche de

premier plan, de l'interdiction de la production et de l'utilisation de l'énergie atomique pour des buts de guerre.

Cette proposition du Gouvernement soviétique se heurta à une résistance acharnée de la part des Etats-Unis et de l'Angleterre

Tous les efforts des milieux impérialistes ont été dirigés en vue de saboter cette décision.

Cela s'est exprimé par toutes sortes de barrières et d'atermoiements sans fin et stériles dans l'intention d'empêcher toutes mesures pratiques effectives.

L'activité des délégués de l'U.R.S.S. et de ceux des pays démocratiques dans les organes de l'Organisation des Nations Unies porte un caractère de lutte quotidienne, systématique, opiniâtre en faveur des principes démocratiques de coopération internationale et pour dévoiler les intrigues des comploteurs impérialistes contre la paix et la sécurité des peuples.

Cela se manifeste de façon particulièrement visible, par exemple, dans l'examen de la situation aux frontières septentrionales de la Grèce.

L'Union Soviétique et la Pologne sont intervenues ensemble, énergiquement, contre l'utilisation du Conseil de Sécurité un vue de discréditer la Yougoslavie, la Bulgarie, l'Albanie, faussement accusées par les impérialistes d'actes d'agression contre la Grèce.

La politique extérieure soviétique a pour point de départ le fait de la coexistence, pour une longue période, des deux systèmes, le capitalisme et le socialisme.

De là découle la possibilité de coopération entre l'U.R.S.S. et les pays possédant un autre système, à condition de respecter le principe de réciprocité et d'exécuter les engagements pris.

On sait que l'U.R.S.S. a toujours été et reste fidèle à ses engagements.

L'Union Soviétique a montré sa volonté et son désir de coopération.

A l'Organisation des Nations Unies, l'Angleterre et l'Amérique mènent une politique complètement opposée.

Elles font tout pour renoncer à leurs engagements, pris antérieurement, et pour se délier les mains, afin de mener une nouvelle politique, non pas dans l'esprit de coopération des peuples, mais pour les dresser les uns contre les autres, politique visant à violer les droits et les intérêts des peuples démocratiques et à isoler l'U.R.S.S.

La politique soviétique suit la ligne d'entretien loyal des rapports de bon voisinage avec tous les Etats qui montrent leur désir de coopérer.

L'Union Soviétique a toujours été, est et sera toujours une amie fidèle et une alliée envers les pays qui sont ses véritables amis et alliés. La politique extérieure soviétique vise à une extension ultérieure de l'aide amicale de la part de l'Union Soviétique à ces pays.

Défendant la cause de la paix, la politique extérieure de l'U.R.S.S. rejette le principe de vengeance envers les peuples vaincus.

Comme on le sait, l'U.R.S.S. est pour la formation d'une Allemagne unie, éprise de liberté, démilitarisée, démocratique. Formulant la politique soviétique envers l'Allemagne, le camarade Staline a dit :

" Bref, la politique de l'Union Soviétique dans le problème allemand se résume à la démilitarisation et à la démocratisation de l'Allemagne..."

La démilitarisation et la démocratisation de l'Allemagne sont une des plus importantes conditions pour instaurer une paix durable et solide. "

Cependant, cette politique de l'Etat soviétique envers l'Allemagne se heurte à une résistance effrénée des milieux impérialistes des Etats-Unis et d'Angleterre.

La session du Conseil des ministres des Affaires étrangères, qui s'est tenue à Moscou en mars-avril 1947, a montré que les Etats-Unis, l'Angleterre et la France sont prêts, non seulement à faire échec à la démocratisation et à la démilitarisation de l'Allemagne, mais aussi à liquider l'Allemagne en tant qu'Etat uni, à la démembrer et à résoudre séparément le problème de la paix.

La réalisation de cette politique s'effectue actuellement dans de nouvelles conditions, alors que l'Amérique a rompu avec l'ancien cours de Roosevelt et passe à une nouvelle politique, à une politique de nouvelles aventures militaires.

III) LE PLAN AMERICAIN D'ASSERVISSEMENT DE L'EUROPE

Le passage de l'impérialisme américain au cours agressif et ouvertement expansionniste depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, a trouvé son expression tant dans la politique extérieure des Etats-Unis que dans leur politique intérieure.

Le soutien actif des forces réactionnaires et antidémocratiques dans le monde entier, la mise en échec des décisions de Potsdam visant à la démocratisation et à la démilitarisation de l'Allemagne, la protection des réactionnaires japonais, l'extension des préparatifs militaires, l'accumulation des réserves de bombes atomiques, tout cela s'accompagne d'une offensive contre les droits démocratiques élémentaires des travailleurs à l'intérieur des Etats-Unis.

Bien que les Etats-Unis aient été relativement peu touchés par la guerre, la majorité écrasante des Américains ne veut pas d'une nouvelle guerre et des sacrifices et restrictions qui en découlent.

Cela incite le capital monopoliste et ses serviteurs parmi les cercles dirigeants des Etats-Unis à chercher des moyens extraordinaires pour briser l'opposition intérieure à ce cours expansionniste et agressif, et ainsi se laisser les mains libres pour continuer à mener cette politique dangereuse.

Mais la campagne contre le communisme, proclamée par les milieux dirigeants américains, s'appuyant sur les monopoles capitalistes, aboutit, avec une inévitable logique, à la violation des droits et des intérêts vitaux des travailleurs américains, à la fascisation intérieure de la vie politique des Etats-Unis, à la diffusion des " théories " et notions misanthropes les plus sauvages.

Nourrissant des rêves de préparation d'une troisième guerre mondiale, les milieux expansionnistes américains sont profondément intéressés à étouffer à l'intérieur du pays toute résistance possible aux aventures extérieures, à empoisonner de chauvinisme et de militarisme les masses politiquement arriérées et peu cultivées des Américains moyens, à abrutir le petit

bourgeois américain à l'aide des moyens les plus divers de propagande antisoviétique, anticommuniste, par exemple le cinéma, la radio, l'église, la presse.

La politique extérieure expansionniste, inspirée et menée par la réaction américaine, prévoit une activité simultanée dans toutes les directions :

1° Mesures militaires stratégiques ;

2° Expansion économique ;

3° Lutte idéologique.

La réalisation des plans militaires stratégiques de futures agressions est liée aux efforts pour utiliser au maximum l'appareil de production militaire des Etats-Unis, qui s'est accru considérablement vers la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

L'impérialisme américain mène une politique conséquente de militarisation du pays.

Aux Etats-Unis, les dépenses pour l'armée et la flotte dépassent 11 milliards de dollars par an. En 1947-48, les Etats-Unis ont assigné pour l'entretien de leurs forces armées 35 % du budget, soit onze fois plus qu'en 1937-38.

Si, au début de la Deuxième Guerre mondiale, l'armée des Etats-Unis occupait la 17^e place de tous les pays capitalistes, actuellement elle occupe la première place.

Parallèlement à l'accumulation des bombes atomiques, les stratèges américains ne se gênent pas pour dire qu'aux Etats-Unis se font des préparatifs pour l'arme bactériologique.

Le plan militaire stratégique des Etats-Unis prévoit la création, en temps de paix, de nombreuses bases et places d'armes, très éloignées du continent américain et destinées à être utilisées dans des buts d'agression contre l'U.R.S.S. et les pays de la nouvelle démocratie.

Les bases américaines militaires, aériennes et navales, existent ou sont de nouveau en voie de création en Alaska, au Japon, en Italie, au sud de la Corée, en Chine, en Egypte, en Iran, en Turquie, en Grèce, en Autriche et en Allemagne occidentale.

Une mission militaire américaine opère en Afghanistan et même au Népal. Des préparatifs se font fiévreusement pour utiliser l'Arctique en vue d'une agression militaire.

Bien que la guerre soit déjà finie depuis longtemps, l'alliance militaire entre l'Angleterre et les Etats-Unis subsiste encore, de même que l'état-major anglo-américain unifié des forces armées.

Sous l'enseigne de la convention sur la standardisation des armements, les Etats-Unis ont étendu leur contrôle sur les forces armées et les plans militaires des autres pays, en premier lieu de l'Angleterre et du Canada.

Sous l'enseigne de la défense commune de l'hémisphère occidental, les pays de l'Amérique latine sont en voie d'entrer dans l'orbite des plans d'expansion militaire des Etats-Unis.

Le gouvernement des Etats-Unis a annoncé que sa tâche officielle était d'aider à la modernisation de l'armée turque.

L'armée du Kuomintang réactionnaire fait son instruction avec des officiers américains et reçoit du matériel américain.

La clique militaire devient une force politique active aux Etats-Unis, dont elle fournit, sur une grande échelle, les hommes d'Etat et les diplomates qui suivent une ligne militariste agressive dans toute la politique du pays.

L'expansion économique des Etats-Unis complète d'une façon importante la réalisation du plan stratégique. L'impérialisme américain s'efforce, comme un usurier, d'exploiter les difficultés d'après-guerre des pays européens, surtout la pénurie de matières premières, de combustibles et de denrées alimentaires dans les pays alliés qui ont le plus souffert de la guerre, pour leur dicter ses conditions asservissantes de secours.

En prévision de la crise économique imminente, les Etats-Unis s'empressent de trouver de nouvelles sphères de monopole pour l'investissement des capitaux et pour l'écoulement des marchandises. Le " secours " économique des Etats-Unis a pour but d'asservir l'Europe au capital américain.

Plus la situation économique d'un pays est grave, plus les monopoles américains s'efforcent de lui dicter de dures conditions.

Mais le contrôle économique entraîne aussi avec lui une dépendance politique de l'impérialisme américain.

Ainsi, l'extension des sphères d'écoulement des marchandises américaines se combine pour les Etats-Unis avec l'acquisition de nouvelles places d'armes propices à la lutte contre les nouvelles forces démocratiques de l'Europe.

En " sauvant " un pays de la famine et de la ruine, les monopoles américains ont le dessein de le priver de toute indépendance.

L'" aide " américaine entraîne presque automatiquement des modifications de la ligne politique du pays qui reçoit cette " aide " : viennent au pouvoir des partis et des personnalités qui, obéissant aux directives de Washington, sont prêts à réaliser, dans leur politique intérieure et extérieure, le programme désiré par les Etats-Unis (France, Italie, etc.)

Enfin, les aspirations des Etats-Unis à la domination mondiale et leur ligne antidémocratique comportent aussi une lutte idéologique.

La tâche principale de la partie idéologique du plan stratégique américain consiste à user du chantage envers l'opinion publique, à répandre des calomnies sur la prétendue agressivité de l'Union Soviétique et des pays de la nouvelle démocratie, afin de pouvoir ainsi présenter le bloc anglo-saxon dans le rôle d'un bloc de prétendue défense et le décharger de la responsabilité dans la préparation de la nouvelle guerre.

La popularité de l'Union Soviétique à l'étranger s'est considérablement accrue pendant la Deuxième Guerre mondiale. Par sa lutte héroïque, pleine d'abnégation, contre l'impérialisme, l'Union Soviétique a gagné l'amour et le respect des travailleurs de tous les pays.

La puissance militaire et économique de l'Etat socialiste et la force indestructible de l'unité morale et politique de la société soviétique ont été démontrées clairement à la face du monde entier.

Les milieux réactionnaires des Etats-Unis et de l'Angleterre se demandent avec souci comment dissiper l'impression inoubliable que le régime socialiste produit sur les ouvriers et les travailleurs du monde entier.

Les instigateurs de guerre se rendent très bien compte que, pour envoyer les soldats combattre contre l'Union Soviétique, une longue préparation idéologique est nécessaire.

Dans leur lutte idéologique contre l'U.R.S.S., les impérialistes américains, qui s'orientent mal dans les problèmes politiques et montrent leur ignorance, mettent en avant tout d'abord l'image représentant l'Union Soviétique comme une force soit-disant antidémocratique, totalitaire, tandis que les Etats-Unis, l'Angleterre et tout le monde capitaliste sont présentés comme des démocraties.

Cette plate-forme de la lutte idéologique — défense de la pseudo-démocratie bourgeoise et attribution au communisme de traits totalitaires — unit tous les ennemis de la classe ouvrière sans exception, depuis les magnats capitalistes jusqu'aux leaders socialistes de droite qui, avec un grand empressement, s'emparent de n'importe quelle calomnie antisoviétique, dictée par leurs maîtres impérialistes.

Le pivot de cette propagande fourbe réside dans l'affirmation que l'existence de plusieurs partis et d'une minorité oppositionnelle organisée serait l'indice d'une démocratie véritable. Sur cette base, les " travaillistes " anglais, ne ménageant pas leurs forces pour lutter contre le communisme, auraient voulu déceler qu'il y a, en U.R.S.S., des classes antagonistes et une lutte de partis correspondante.

Ignorants en politique, ils ne peuvent pas arriver à comprendre que, depuis longtemps déjà, il n'y a plus en U.R.S.S. de capitalistes et de propriétaires fonciers, qu'il n'y a plus de classes antagonistes et, partant, qu'il ne pourrait y exister plusieurs partis.

Ils auraient voulu avoir en U.R.S.S. des partis chers à leurs cœurs, des partis bourgeois, y compris des partis pseudo-socialistes, en tant qu'agence impérialiste.

Mais, pour leur malheur, l'histoire a condamné ces partis bourgeois exploités à disparaître.

Ne ménageant pas les mots pour monter des calomnies contre le régime soviétique, les " travaillistes " et autres avocats de la démocratie bourgeoise trouvent en même temps tout à fait normale la dictature sanglante de la minorité fasciste sur le peuple en Grèce et en Turquie ; ils ferment les yeux sur les nombreuses infractions révoltantes aux normes mêmes de la démocratie formelle dans les pays bourgeois ; ils passent sous silence le joug national et racial, la corruption, l'usurpation sans cérémonie des droits démocratiques aux Etats-Unis.

L'une des lignes de la " campagne " idéologique qui accompagne les plans d'asservissement de l'Europe est l'attaque contre les principes de souveraineté nationale, l'appel à renoncer aux droits souverains des peuples, auxquels on oppose l'idée d'un " gouvernement mondial ".

Le sens de cette campagne consiste à embellir l'expansion effrénée de l'impérialisme américain qui, sans cérémonie, porte atteinte aux droits souverains des peuples, et à présenter les Etats-Unis dans le rôle de champion des lois humaines, tandis que ceux qui résistent à la pénétration américaine sont présentés en partisans d'un nationalisme " égoïste " périmé. L'idée d'un

" gouvernement mondial ", reprise par les intellectuels bourgeois rêveurs et pacifistes, est utilisée non seulement comme moyen de pression en vue de désarmer moralement les peuples qui défendent leur indépendance contre les attentats de l'impérialisme américain, mais aussi comme mot d'ordre spécialement opposé à l'Union Soviétique, qui défend infatigablement et conséquemment le principe d'une réelle égalité des droits et de la protection des droits souverains de tous les peuples grands et petits.

Dans les conditions actuelles, les pays impérialistes tels que les Etats-Unis, l'Angleterre et les Etats qui leur sont proches, deviennent des ennemis dangereux de l'indépendance nationale et de l'autodétermination des peuples, tandis que l'Union Soviétique et les pays à nouvelle démocratie constituent le rempart sûr dans la défense de l'égalité des droits et de l'autodétermination nationale des peuples.

Il est tout à fait caractéristique que les éclaireurs militaires et politiques américains, du genre Bullitt, les leaders syndicaux jaunes du genre Green, les socialistes français avec Blum, l'apologiste fieffé du capitalisme en tête, le social-démocrate allemand Schumacher, et les leaders travaillistes du type Bevin, collaborent étroitement à la réalisation du plan idéologique établi par l'impérialisme américain.

La "*doctrine Truman*" et le "*plan Marshall*" sont, dans les conditions actuelles aux Etats-Unis, l'expression concrète des efforts expansionnistes.

Au fond, ces deux documents sont l'expression d'une même politique, bien qu'ils se distinguent par la forme sous laquelle y est présentée une même et seule prétention américaine d'asservir l'Europe.

En ce qui concerne l'Europe, les principales lignes de la "*doctrine Truman*" sont les suivantes :

1° Création de bases américaines dans la partie orientale du bassin méditerranéen, afin d'affermir la domination américaine dans cette zone ;

2° Soutien démonstratif des régimes réactionnaires en Grèce et en Turquie, en tant que bastions de l'impérialisme américain contre la nouvelle démocratie dans les Balkans (aide militaire et technique à la Grèce et à la Turquie, octroi d'emprunts) ;

3° Pression ininterrompue sur les Etats à nouvelle démocratie, ce qui s'exprime par de fausses accusations de totalitarisme et d'aspirations expansionnistes, par les attaques contre les fondements du nouveau régime démocratique, par l'immixtion continuelle dans les affaires intérieures de ces Etats, par le soutien de tous les éléments antidémocratiques à l'intérieur de ces pays — éléments qui luttent contre l'Etat par la cessation démonstrative des rapports économiques avec ces pays en vue de créer à ces derniers des difficultés économiques, de freiner leur développement économique, de faire échec à leur industrialisation, etc.

La "*doctrine Truman*" qui prévoit l'offre de l'aide américaine à tous les régimes réactionnaires, qui agissent de façon active contre les peuples démocratiques, porte un caractère ouvertement agressif.

Sa publication a provoqué une certaine gêne même dans les milieux des capitalistes américains habitués à n'importe quoi.

Aux Etats-Unis et dans d'autres pays, les éléments progressistes ont protesté énergiquement contre le caractère provoquant, ouvertement impérialiste, de l'intervention Truman.

L'accueil défavorable qui a été fait à la "*doctrine Truman*" a rendu nécessaire le "*plan Marshall*", qui est une tentative plus voilée de mener cette même politique d'expansion.

Le fond des formules voilées, embrouillées intentionnellement du "*plan Marshall*" consiste à former un bloc d'Etats liés aux Etats-Unis par des engagements et à offrir aux Etats européens des crédits américains, en paiement de la renonciation à leur indépendance économique et ensuite à leur indépendance politique. L'essentiel du "*plan Marshall*" est donc de reconstruire les régions industrielles de l'Allemagne occidentale, contrôlées par les monopoles américains.

Il ressort des délibérations qui se sont succédé et des interventions des hommes d'Etat américains que l'objet du "*plan Marshall*" n'est pas une offre de secours, tout d'abord aux pays vainqueurs appauvris, alliés de l'Amérique dans la lutte contre l'Allemagne, mais une offre de secours aux capitalistes allemands, afin que ceux-ci, tenant en main les sources principales de charbon et de métal nécessaires à l'Europe et à l'Allemagne, les Etats qui ont besoin de charbon et de métal soient placés sous la dépendance de la puissance économique de l'Allemagne en voie de restauration.

Malgré le fait que le "*plan Marshall*" prévoit l'abaissement de l'Angleterre, ainsi que celui de la France, à l'état de puissances de second ordre, le gouvernement travailliste d'Attlee en Angleterre et le gouvernement socialiste de Ramadier en France, se sont accrochés au "*plan Marshall*" comme à une planche de salut.

On sait que l'Angleterre a déjà presque dépensé l'emprunt américain de 3.750 millions de dollars qui lui fut octroyé en 1946.

On sait aussi que l'Angleterre a eu les pieds et les mains liés par les conditions asservissantes de cet emprunt. Le gouvernement travailliste de l'Angleterre, serré comme dans un nœud coulant par sa dépendance financière envers les Etats-Unis ne voit d'autre issue, pour en sortir, que l'obtention de nouveaux emprunts.

C'est pourquoi il a accueilli le "*plan Marshall*" comme une issue à l'impasse économique, comme une chance d'obtenir de nouveaux crédits.

En outre, les hommes politiques anglais avaient compté sur la création du bloc des pays de l'Europe occidentale — pays débiteurs des Etats-Unis — afin d'essayer de jouer à l'intérieur de ce bloc le rôle d'un gérant en chef américain qui pourrait, à la rigueur, un tirer profit au détriment des pays faibles.

La bourgeoisie anglaise avait caressé le rêve qu'en utilisant le "*plan Marshall*", en rendant des services aux monopoles américains et en se soumettant à leur contrôle, elle recouvrerait ses positions perdues dans certains pays et, en particulier, rétablirait ses positions dans les régions balkano-danubiennes.

Afin de donner extérieurement une plus grande apparence "*d'objectivité*" aux propositions américaines, il avait été décidé d'inclure, au nombre des initiateurs devant préparer la réalisation du "*plan Marshall*", la France, qui avait déjà sacrifié à moitié sa souveraineté nationale en faveur des Etats-Unis, puisque l'octroi du crédit à la France, en mai 1947, de la part des Etats-Unis, avait été conditionné par l'éloignement des communistes du gouvernement.

Suite à la directive de Washington, les gouvernements d'Angleterre et de France avaient proposé à l'Union Soviétique de participer à l'examen des propositions Marshall. Une telle démarche devait masquer le caractère hostile à l'U.R.S.S. de ces propositions. Sachant bien d'avance que l'U.R.S.S. se refuserait à discuter les propositions d'aide américaine selon les conditions formulées par Marshall, on avait fait le calcul d'en profiter pour essayer de mettre à la charge de l'U.R.S.S. la responsabilité du " *refus de contribuer à la reconstruction économique de l'Europe* ", et de cette façon dresser contre l'U.R.S.S. les pays européens qui ont besoin d'un secours réel.

Si, par contre, l'U.R.S.S. acceptait de participer aux pourparlers, il serait facile de faire tomber dans le piège de " *la reconstruction économique de l'Europe avec l'aide de l'Amérique* " les pays de l'Est et du Sud-Est de l'Europe. Pendant que le " *plan Truman* " misait sur l'intimidation terroriste de ces pays, le " *plan Marshall* " avait comme objectif de sonder la fermeté de leur situation économique, de tenter de les séduire et de les lier ensuite par le " secours " du dollar.

Le " *plan Marshall* " était appelé, dans ce cas donné, à contribuer à la réalisation de l'une des tâches les plus importantes du programme américain général : restaurer le pouvoir de l'impérialisme dans les pays de la nouvelle démocratie, obliger ces pays à renoncer à leur coopération économique et politique étroite avec l'Union Soviétique.

Les représentants de l'U.R.S.S., ayant consenti à examiner à Paris, avec les gouvernements de l'Angleterre et de la France, les propositions de Marshall, ont démasqué, à la Conférence de Paris, le manque de fondement de la tâche visant à l'élaboration d'un programme économique pour toute l'Europe.

Ils ont dévoilé, dans la tentative de créer une nouvelle organisation européenne sous l'égide de la France et de l'Angleterre, une menace d'immixtion dans les affaires intérieures des pays européens et de violation de leur souveraineté.

Ils ont démontré que le " *plan Marshall* " est en contradiction avec les principes normaux de coopération internationale, qu'il porte dans son sein la scission de l'Europe, la menace d'assujettissement d'un certain nombre de pays européens aux intérêts du capitalisme américain et qu'il est basé sur l'octroi préférentiel, par rapport aux Alliés, de secours aux consortiums et monopoles allemands à la reconstitution desquels le " *plan Marshall* " réserve avec évidence un rôle particulier en Europe.

Cette position claire de l'Union Soviétique a enlevé le masque au plan des impérialistes américains et de leurs commis anglo-français.

La Conférence européenne a subi un échec scandaleux.

Huit Etats européens ont refusé d'y participer.

Mais il y a eu aussi, parmi les Etats qui avaient accepté de participer à l'examen du " *plan Marshall* " et à l'élaboration de mesures concrètes pour sa réalisation, un certain nombre de pays qui n'ont pas fait un accueil particulièrement enthousiaste à ce " plan ", d'autant plus qu'on s'est bientôt aperçu que les suppositions de l'U.R.S.S. étaient entièrement justes, c'est-à-dire que ce plan est loin de comporter une aide effective et réelle.

Il se trouve que le gouvernement des Etats-Unis ne se presse pas du tout de réaliser les promesses de Marshall.

Des personnalités politiques américaines du Congrès ont reconnu que ce dernier ne discuterait pas avant 1948 les nouvelles sommes allouées pour les crédits promis à quelques pays européens.

Ainsi, il est devenu évident que l'Angleterre, la France et d'autres Etats de l'Europe occidentale, qui ont accepté le "*schéma parisien de réalisation*" du "*plan Marshall*", sont tombés eux-mêmes victimes du chantage américain.

Cependant, les tentatives de former un bloc occidental sous l'égide de l'Amérique continuent.

Il faut noter que la variante américaine du bloc occidental ne peut pas ne pas rencontrer de sérieuses oppositions, même dans les pays qui dépendent déjà des Etats-Unis, tels que l'Angleterre et la France.

La perspective de restaurer l'impérialisme allemand en tant que force réelle capable de s'opposer à la démocratie et au communisme en Europe ne peut séduire ni l'Angleterre ni la France.

Nous nous trouvons là en présence d'une des principales contradictions intérieures du bloc Angleterre-Etats-Unis-France. Visiblement, les monopoles américains, comme toute la réaction internationale, n'estiment pas que Franco ou encore les fascistes grecs soient un rempart un tant soit peu sûr des Etats-Unis contre l'U.R.S.S. et les nouvelles démocraties en Europe.

C'est pourquoi ils nourrissent des espoirs particuliers sur la restauration de l'Allemagne capitaliste, considérant qu'elle constituerait la plus importante garantie pour le succès de la lutte contre les forces démocratiques en Europe. Ils n'ont confiance ni dans les "travailleurs" en Angleterre, ni dans les socialistes en France, estimant que, malgré toute leur complaisance, ils sont des "semi-communistes" n'ayant pas suffisamment mérité la confiance.

C'est pourquoi la question allemande, et en particulier celle du bassin de la Ruhr, base du potentiel militaire et industriel du bloc hostile à l'U.R.S.S., est la plus importante de la politique internationale et fournit un sujet de litige entre les Etats-Unis, l'Angleterre et la France.

Les appétits des impérialistes américains ne peuvent pas ne pas provoquer de sérieuses inquiétudes en Angleterre et en France.

Les Etats-Unis ont fait comprendre d'une manière non équivoque qu'ils veulent prendre la Ruhr aux Anglais.

Les impérialistes américains exigent aussi la fusion des trois zones d'occupation et veulent établir ouvertement l'isolement politique de l'Allemagne occidentale sous le contrôle américain.

Les Etats-Unis insistent pour que le niveau de production de l'acier soit élevé dans le bassin de la Ruhr sur la base du maintien des entreprises capitalistes sous l'égide des Etats-Unis.

Les crédits promis par Marshall pour la reconstruction de l'Europe sont compris à Washington de préférence comme aide aux impérialistes allemands.

Ainsi apparaît le "bloc occidental" qu'est en train de forger l'Amérique, non d'après le modèle du plan Churchill des Etats-Unis d'Europe, qui fut conçu comme instrument de la politique anglaise, mais comme protectorat américain dans lequel les Etats souverains d'Europe, y compris l'Angleterre elle-même, auront à jouer un rôle qui n'est pas si éloigné du rôle du fameux "49^e Etat d'Amérique".

L'impérialisme américain traite l'Angleterre et la France de plus en plus insolentement et cyniquement. Les délibérations à deux et à trois sur les problèmes concernant la fixation du niveau de production industrielle de l'Allemagne occidentale (Angleterre-Etats-Unis, Etats-Unis-France), qui enfreignent arbitrairement les décisions de Potsdam, prouvent en même temps que les Etats-Unis ne tiennent nullement compte des intérêts vitaux de leurs partenaires en pourparlers. L'Angleterre, et surtout la France sont obligées d'entendre le diktat américain et de l'accepter avec résignation.

La conduite de la diplomatie américaine à Londres et à Paris, sous maints aspects, rappelle celle que l'on observe en Grèce, où les représentants américains n'estiment plus du tout nécessaire de respecter les convenances, nomment et déplacent comme bon leur semble les ministres grecs et se conduisent en conquérants.

Ainsi, le nouveau plan de "*dawisation*" de l'Europe est, au fond, dirigé contre les intérêts fondamentaux des peuples d'Europe ; c'est un plan d'asservissement et d'assujettissement de l'Europe aux Etats-Unis.

Le "*plan Marshall*" est dirigé contre l'industrialisation des pays démocratiques de l'Europe et, par conséquent, contre les fondements de leur indépendance.

En son temps, le plan de "*dawisation*" de l'Europe fut mis en échec, alors que les forces de la résistance au plan Dawes étaient bien inférieures à celles d'aujourd'hui. Maintenant, dans l'Europe d'après-guerre, il existe un nombre parfaitement suffisant de forces, sans parler de l'Union Soviétique, qui, si elles manifestent leur volonté et leur décision, peuvent faire échec à ce plan d'asservissement.

Il n'est question pour les peuples d'Europe que de faire preuve de volonté de résistance, d'être prêts à la résistance.

En ce qui concerne l'U.R.S.S., elle mettra toutes ses forces à empêcher la réalisation de ce plan.

L'appréciation que les pays du camp anti-impérialiste ont donnée du "*plan Marshall*" a été entièrement confirmée par la marche des événements.

Le camp des pays démocratiques s'est montré vis-à-vis du "*plan Marshall*" comme une force puissante qui veille à la sauvegarde de l'indépendance et de la souveraineté de tous les peuples européens, une force qui ne se laisse pas influencer par le chantage et l'intimidation, et qui, de même, ne se laisse pas tromper par les fausses manœuvres de la diplomatie du dollar.

Le gouvernement soviétique n'a jamais fait d'objection à l'utilisation de crédits étrangers, en particulier américains, en tant que moyen capable d'accélérer le processus de la reconstruction économique. Cependant, l'Union Soviétique s'en tient toujours à ce principe que les conditions de crédit ne portent pas un caractère d'asservissement, ne conduisent pas à l'asservissement économique et politique de l'Etat débiteur par l'Etat créancier.

Ayant comme point de départ cette orientation politique, l'Union Soviétique a toujours défendu la position suivant laquelle les crédits étrangers ne doivent pas être l'instrument principal de la reconstitution de l'économie du pays.

La condition fondamentale et décisive de la reconstruction économique doit consister dans l'utilisation des ressources intérieures de chaque pays et dans la création de sa propre industrie.

Sur une telle base seulement peut être assurée l'indépendance du pays contre les atteintes de la part du capital étranger qui manifeste constamment sa tendance à utiliser le crédit comme instrument d'asservissement politique et économique.

Tel est précisément le "*plan Marshall*", dirigé contre l'industrialisation des pays européens et visant, par conséquent, à saper leur indépendance.

IV) LES TÂCHES DES PARTIS COMMUNISTES POUR LE RASSEMBLEMENT DE TOUS LES ELEMENTS DEMOCRATIQUES, ANTIFASCISTES ET AMIS DE LA PAIX, DANS LA LUTTE CONTRE LES NOUVEAUX PLANS DE GUERRE ET D'AGRESSION

L'Union Soviétique défend inlassablement la thèse que les rapports politiques et économiques réciproques entre les différents Etats doivent s'établir exclusivement sur les principes d'égalité des droits de chaque Etat et le respect réciproque de leur souveraineté.

La politique extérieure soviétique, et en particulier les rapports économiques soviétiques avec les Etats étrangers sont basés sur le principe d'égalité des droits, assurant dans les accords conclus des avantages bilatéraux. Les traités avec l'U.R.S.S. constituent des accords réciproquement avantageux pour les parties contractantes.

Ils ne contiennent jamais rien qui pourrait porter atteinte à l'indépendance de l'Etat, à la souveraineté nationale des parties contractantes. Cette distinction fondamentale des accords de l'U.R.S.S. avec les autres Etats saute nettement aux yeux, surtout maintenant à la lumière des accords injustes, basés sur l'inégalité des droits, que les Etats-Unis concluent et préparent.

La politique commerciale extérieure de l'Union Soviétique ne connaît pas d'accords fondés sur l'inégalité des droits.

Bien plus, le développement des rapports économiques de l'U.R.S.S. avec tous les Etats intéressés montre sur quelle base doivent s'établir des rapports normaux entre les Etats.

Il suffit de rappeler les traités que l'U.R.S.S. a conduits récemment avec la Pologne, la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Bulgarie et la Finlande.

L'U.R.S.S. montre ainsi clairement les voies dans lesquelles l'Europe peut trouver une issue à sa situation économique difficile. L'Angleterre pourrait bénéficier d'un tel traité si le gouvernement travailliste, subissant la pression du dehors, n'avait pas laissé tomber l'accord en préparation avec l'U.R.S.S.

C'est un mérite indiscutable de la politique extérieure de l'U.R.S.S. et des pays de la nouvelle démocratie d'avoir démasqué le plan américain d'asservissement économique des pays européens.

Il faut, en outre, tenir compte de la circonstance suivante : l'Amérique elle-même se trouve devant la menace d'une crise économique.

La générosité officielle de Marshall a ses propres causes sérieuses. Si les pays européens ne reçoivent pas de crédits américains, la demande de marchandises américaines de la part de ces pays va diminuer, ce qui contribuera de son côté à accélérer et à renforcer la crise économique qui s'approche aux Etats-Unis.

C'est pourquoi, si les pays européens font preuve de la maîtrise nécessaire et de la volonté de résister aux conditions asservissantes de crédit, l'Amérique pourra se voir obligée de reculer.

La dissolution du Komintern¹, répondant aux exigences du développement du mouvement ouvrier dans les conditions de la nouvelle situation historique, a joué son rôle positif.

Par la dissolution du Komintern, il a été mis fin pour toujours à la calomnie répandue par les adversaires du communisme et du mouvement ouvrier, à savoir que Moscou s'immisce dans la vie intérieure des autres Etats et que, soi-disant, les Partis Communistes des différents pays n'agissent pas dans l'intérêt de leur peuple, mais d'après les ordres du dehors.

Le Komintern avait été créé après la Première Guerre mondiale, quand les Partis Communistes étaient encore faibles, quand la liaison entre la classe ouvrière des différents pays était presque inexistante et quand les Partis Communistes n'avaient pas encore de dirigeants du mouvement ouvrier généralement reconnus.

Le Komintern eut le mérite de rétablir et de raffermir les relations entre les travailleurs des différents pays, d'élaborer les positions théoriques du mouvement ouvrier dans les nouvelles conditions du développement d'après-guerre, d'établir les règles communes d'agitation et de propagande des idées du communisme et de faciliter la formation des dirigeants du mouvement ouvrier.

Ainsi ont été créées les conditions de la transformation des jeunes Partis Communistes en partis ouvriers de masse.

Cependant, à partir du moment où les partis communistes se transformèrent en partis ouvriers de masse, leur direction provenant d'un centre devenait impossible et non conforme au but.

On est arrivé à ceci que le Komintern, de facteur aidant au développement des Partis Communistes, avait commencé à se transformer en facteur freinant ce développement.

La nouvelle phase de développement des Partis Communistes exigeait de nouvelles formes de liaison entre les Partis. Ce sont ces circonstances qui ont déterminé la nécessité de la dissolution du Komintern et de l'organisation de nouvelles formes de liaison entre les Partis.

Pendant les quatre années qui se sont écoulées depuis la dissolution du Komintern, on enregistre un renforcement considérable des Partis Communistes, une extension de leur influence dans presque tous les pays de l'Europe et de l'Asie. L'influence des Partis Communistes s'est accrue non seulement dans les pays de l'Europe orientale, mais également dans presque tous les pays de l'Europe qui avaient connu la domination fasciste, ainsi que dans les pays comme la France, la Belgique, les Pays-Bas, la Norvège, le Danemark, la Finlande, etc., qui avaient connu l'occupation fasciste allemande. L'influence des communistes s'est renforcée tout particulièrement dans les pays de la nouvelle démocratie, où les Partis Communistes sont devenus les partis les plus influents de ces Etats.

Pourtant, dans la situation actuelle des Partis Communistes, il y a aussi des faiblesses propres.

Certains camarades avaient considéré la dissolution du Komintern comme signifiant la liquidation de toutes les liaisons, de tout contact entre les Partis Communistes frères.

¹ L'Internationale Communiste (*Komintern*) fut dissoute en 1943.

Or, comme l'expérience l'a démontré, une pareille séparation des Partis Communistes n'est pas juste, mais nuisible et foncièrement contre nature.

Le mouvement communiste se développe dans les cadres nationaux, mais, en même temps, il est placé devant des tâches et des intérêts communs aux Partis Communistes des différents pays.

En fait, on se trouve devant un tableau bien étrange : les socialistes, qui se démènent farouchement pour prouver que le Komintern avait soi-disant dicté des directives de Moscou aux communistes de tous les pays, ont reconstitué leur Internationale, tandis que les communistes s'abstiennent de se rencontrer, et encore plus, de se consulter sur les questions qui les intéressent mutuellement, et tout cela par crainte de la calomnie des ennemis au sujet de la " main de Moscou ".

Les représentants des différentes branches d'activité — les savants, les coopérateurs, les militants syndicaux, les jeunes, les étudiants — estiment qu'il est possible d'entretenir entre eux un contact international, de faire des échanges de leurs expériences et de se consulter sur les questions concernant leurs travaux, d'organiser des conférences et des délibérations internationales, tandis que les communistes, même ceux des pays qui ont des relations d'alliés, se sentent gênés d'établir entre eux des relations d'amitié.

Il n'y a pas de doute que pareille situation, si elle se prolonge, ne soit grosse de conséquences très nuisibles au développement du travail des Partis frères.

Ce besoin de consultation et de coordination libre des activités des différents Partis est devenu particulièrement pressant, surtout maintenant, alors que la continuation de l'éparpillement pourrait conduire à l'affaiblissement de la compréhension réciproque et parfois même à des erreurs sérieuses.

[L'absence de liens entre nous, qui résulte dans un isolement mutuel, affaiblit indubitablement nos forces. En particulier, si on parle d'erreurs, il nous faut faire référence aux erreurs commises par les dirigeants des Partis Communistes de France et d'Italie envers la nouvelle campagne de l'impérialisme américain contre la classe ouvrière.

La direction du Parti Communiste français n'a pas démasqué et ne démasque pas de façon adéquate pour le peuple de son pays le plan Truman-Marshall, le plan américain d'esclavage de l'Europe, et de la France en particulier.

Le départ des communistes du Gouvernement Ramadier a été traité par le Parti Communiste comme un événement domestique, alors que la véritable raison de l'expulsion des communistes du Gouvernement était que celle-ci avait été exigée par l'Amérique.

Il est à présent devenu assez évident que l'expulsion des communistes du Gouvernement était la condition préalable pour que la France reçoive des crédits américains.

Un crédit américain de 250 millions de dollars était le prix modeste payé par la France pour renoncer à sa souveraineté nationale.

Comment le Parti Communiste français a-t-il réagi face à cet acte honteux des cercles dirigeants de France qui ont vendu la souveraineté nationale du pays ?

Au lieu de dénoncer comme honteuse, comme une trahison de la défense de l'honneur et de l'indépendance de la patrie, la conduite des autres partis, socialistes inclus, le Parti Communiste français a réduit la question à un problème de violation des pratiques démocratiques, qui s'exprimait par un empiétement sur les droits du parti le plus nombreux au Parlement français, alors que la violation de la tradition parlementaire était, dans ce cas, simplement le prétexte et non la cause.

Cet étouffement des raisons réelles pour lesquelles les communistes ont été exclus du Gouvernement constitue sans aucun doute une erreur sérieuse de la part de la direction du Parti Communiste français, et soit était dû à une mauvaise compréhension de la situation, et il est difficile de supposer que ça ait été le cas, soit les communistes français se sont laissés intimider par des arguments sur les intérêts " nationaux " de la France. Apparemment, les communistes craignaient qu'ils puissent être accusés de constituer un obstacle à l'octroi par l'Amérique d'un crédit à la France, et ainsi, de soi-disant nuire aux intérêts de leur pays.

De cette manière, les communistes ont cédé à un chantage qui leur reprochait de ne pas être suffisamment patriotique alors que la seule force patriotique en France aurait été le Parti Communiste, s'il avait démasqué la signification réelle du crédit américain, qui avait été conditionné à une modification de la composition du Gouvernement par l'exclusion des communistes, ce qui, partant, affaiblissait la souveraineté même de la France.

À cette occasion, le Parti Communiste français a cédé à la pression de la réaction, même s'il savait que cette pression était dictée par des forces impérialistes hostiles au peuple français.

Les communistes français auraient dû se présenter fièrement devant le peuple, dévoilant le rôle de l'impérialisme américain qui avait ordonné à la France d'expulser les communistes du Gouvernement national et expliquer au peuple qu'il ne s'agissait pas simplement d'une autre " crise gouvernementale ", pas d'une simple violation des traditions parlementaires (bien que cela soit aussi significatif en tant que caractéristique de la crise de la démocratie bourgeoise), mais d'un cas d'ingérence étrangère dans les affaires françaises, une abrogation de l'indépendance politique de la France, une vente de la souveraineté de la nation par les socialistes français.

Il est déplorable que les dirigeants responsables des communistes français aient échoué jusqu'ici à expliquer au peuple français et à l'opinion publique mondiale dans son ensemble la cause sous-jacente de ces événements qui ont eu lieu en France, et le rôle honteux joué dans cette question par les socialistes français.

Les communistes français ont accusé les socialistes de " glissement vers la droite ". Mais quel glissement vers la droite peut-il y avoir eu ? Blum² a-t-il jamais été de gauche ? Nous savons que Blum n'a jamais été de droite ni de gauche mais a toujours été, est et restera un serviteur loyal de la bourgeoisie, un courroie de transmission de l'influence de celle-ci dans le mouvement ouvrier.

En conséquence, il ne saurait glisser nulle part, et les camarades français ont évidemment échoué à discerner suffisamment clairement les manœuvres des dirigeants socialistes.

² Léon Blum : Dirigeant des socialistes français en 1947. En 1936, il a formé la coalition des socialistes radicaux, des socialistes et des communistes au sein du Front Populaire, qui a obtenu une majorité écrasante aux élections. Arrêté en 1940 par le gouvernement de Vichy, il a été emprisonné jusqu'à la fin de la guerre. En 1946-47, il a été brièvement à la tête d'un cabinet socialiste.

La triste expérience de la France a servi de signal pour une " crise gouvernementale " en Italie.

Exactement comme en France, la source principale de cette " crise gouvernementale ", créée artificiellement, était la question d'un crédit américain et la présentation par les cercles impérialistes américains, comme un préliminaire à celui-ci, d'une exigence d'expulsion des communistes du Gouvernement.

La presse italienne de droite a dévoilé ce secret sans vraiment de honte. " Si nous voulons vivre, écrivait le journal de droite italien *Buon Senso*, nous devons obtenir un prêt des U.S.A. " De cela, le journal tirait la conclusion : " La crise doit être résolue de façon à nous permettre de recevoir le crédit dont nous avons besoin.

Les arguments contraires sont sans fondement. Nous devons comprendre ce qui s'est passé en France, où les socialistes ont rompu avec les communistes et où ces derniers se sont laissés expulser des postes ministériels sans faire de scandale. "

L'annonce de la décision de De Gasperi³ d'expulser les représentants du Parti Communiste italien du Gouvernement a provoqué les masses et a causé de multiples protestations. Mais malheureusement, on n'a pas soutenu ni dirigé suffisamment cette initiative des masses.

La conclusion qu'il faut tirer est que, en Italie comme en France, en surestimant les forces de la réaction, les communistes ont été les victimes de l'intimidation et du chantage impérialiste.

Ils ont sous-estimé leurs propres forces, les forces de la démocratie, la volonté des masses de défendre les droits nationaux et intérêts fondamentaux de leurs pays.

C'est d'autant plus décevant que tant les Partis Communistes français qu'italien ont démontré, dans des conditions difficiles, leur capacité à rallier autour de la bannière communiste les larges masses de la classe ouvrière, les paysans pauvres et l'intelligentsia.]

Puisque la plus grande partie des dirigeants des partis socialistes (surtout les travaillistes anglais et les socialistes français) se comporte comme agents de cercles impérialistes des Etats-Unis d'Amérique, c'est aux Partis Communistes qu'incombe le rôle historique particulier de se mettre à la tête de la résistance au plan américain d'asservissement de l'Europe et de démasquer résolument tous les auxiliaires intérieurs de l'impérialisme américain.

En même temps, les communistes doivent soutenir tous les éléments vraiment patriotiques qui n'acceptent pas de laisser porter atteinte à leur patrie, qui veulent lutter contre l'asservissement de leur patrie au capital étranger et pour la sauvegarde de la souveraineté nationale de leur pays.

Les communistes doivent être la force dirigeante qui entraîne tous les éléments antifascistes épris de liberté à la lutte contre les nouveaux plans expansionnistes américains d'asservissement de l'Europe.

³ Alcide De Gasperi : premier ministre italien et fondateur du Parti Chrétien Démocrate. De 1945 à 1953, il a été premier ministre de huit gouvernements de coalition successifs, avec les Chrétiens Démocrates comme parti dominant. A ce titre, il a été le principal architecte de la restauration post-fasciste d'après-guerre. En 1947, De Gasperi a exclu les communistes et les socialistes de gauche du Gouvernement.

Il importe de considérer qu'il y a très loin du désir des impérialistes de déclencher une nouvelle guerre à la possibilité d'organiser une telle guerre.

Les peuples du monde entier ne veulent pas la guerre.

Les forces attachées à la paix sont si grandes et si puissantes qu'il suffirait qu'elles fassent preuve de ténacité et de fermeté dans la lutte pour la défense de la paix pour que les plans des agresseurs subissent un fiasco total.

Il ne faut pas oublier que le bruit fait par les agents impérialistes autour des dangers de guerre tend à intimider les gens sans fermeté ou ceux à nerfs faibles, afin de pouvoir, au moyen du chantage, obtenir des concessions en faveur de l'agresseur.

Actuellement, le danger principal pour la classe ouvrière consiste en la sous-estimation de ses propres forces et en la surestimation des forces de l'adversaire.

De même que, dans le passé, la politique munichoise a encouragé l'agression hitlérienne, de même aujourd'hui, les concessions à la nouvelle orientation des Etats-Unis d'Amérique et du camp impérialiste, peuvent inciter ses inspirateurs à devenir plus insolents et plus agressifs.

C'est pourquoi les Partis Communistes doivent se mettre à la tête de la résistance dans tous les domaines — gouvernemental, économique et idéologique — aux plans impérialistes d'expansion et d'agression.

Ils doivent serrer leurs rangs, unir leurs efforts sur la base d'une plate-forme anti-impérialiste et démocratique commune, et rallier autour d'eux toutes les forces démocratiques et patriotiques du peuple.

Une tâche particulière incombe aux Partis Communistes frères de France, d'Italie, d'Angleterre et des autres pays. Ils doivent prendre en main le drapeau de la défense de l'indépendance nationale et de la souveraineté de leurs propres pays. Si les Partis Communistes frères restent fermes sur leurs positions, s'ils ne se laissent pas influencer par l'intimidation et le chantage, s'ils se comportent résolument en sentinelles de la paix durable et de la démocratie populaire, de la souveraineté nationale, de la liberté et de l'indépendance de leur pays, s'ils savent, dans leur lutte contre les tentatives d'asservissement économique et politique de leur pays, se mettre à la tête de toutes les forces disposées à défendre la cause de l'honneur et de l'indépendance nationale, aucun des plans d'asservissement de l'Europe ne pourra être réalisé.

[Parce que l'Union Soviétique se tient à la tête de la résistance aux nouvelles tentatives d'expansion impérialiste, les Partis Communistes frères doivent partir de la considération suivante : tout en renforçant leur situation politique dans leurs propres pays, c'est en même temps dans leur intérêt de renforcer la puissance de l'Union Soviétique, comme bastion principal de la démocratie et du socialisme.

Cette politique de soutien à l'Union Soviétique, en tant que force dirigeante dans la lutte pour une paix ferme et durable, dans la lutte pour la démocratie, doit être poursuivie par les Partis Communistes de façon honnête et franche.

Il faut souligner aussi fermement que possible que les efforts des Partis Communistes frères pour renforcer l'U.R.S.S. coïncident avec les intérêts vitaux de leurs propres pays.

Il est impossible d'accepter comme correcte l'insistance constante de certaines figures dirigeantes des Partis Communistes frères sur leur indépendance vis-à-vis de Moscou.

Il ne s'agit pas d'une question d'indépendance, car Moscou n'a mis et ne souhaite mettre personne dans une situation de dépendance.

L'insistance délibérée sur cette " indépendance " de Moscou, ce " renoncement " de Moscou, revient essentiellement à de la servilité, à de l'opportunisme envers ceux pour qui Moscou est l'ennemi.

Les Partis Communistes ne doivent pas avoir peur de proclamer bruyamment qu'ils soutiennent la politique pacifiste et démocratique de Moscou, ils ne doivent pas avoir peur de déclarer que la politique de l'Union Soviétique coïncide avec les intérêts des autres peuples épris de paix.]

Il faut aussi faire mention des erreurs " de gauche ", si on peut utiliser ce terme, liées à la critique de l'aide soi-disant insuffisante offerte par l'Union Soviétique aux pays amis, et à l'affirmation d'exigences non fondées concernant l'étendue de cette aide.

Des erreurs de ce type ont été commises, en particulier dans les pays de nouvelle démocratie comme la Yougoslavie, et se manifestent par des déclarations selon lesquelles l'U.R.S.S., soi-disant sur base de considérations de haute politique, non désireuse d'endommager ses relations avec les grandes puissances, ne lutte pas avec suffisamment d'énergie pour soutenir les demandes des petits pays, en particulier la Yougoslavie.

Une critique comme celle-là naît de la sous-estimation de la grande importance et du grand rôle de l'Union Soviétique, qui ne peut pas et ne doit pas disperser des forces qui sont nécessaires pour des conflits plus importants.

Les exigences envers l'Union Soviétique selon lesquelles elle devrait, partout et dans tous les cas, soutenir n'importe quelle demande, même au prix d'amoindrir ses propres positions, sont sans fondement.}

ANNEXES

COMMUNIQUE SUR LA CONFERENCE D'INFORMATION DES REPRESENTANTS DE QUELQUES PARTIS COMMUNISTES

LE DEVOIR ESSENTIEL DES PARTIS COMMUNISTES : DEFENDRE, CONTRE LES PLANS IMPERIALISTES D'EXPANSION ET D'AGRESSION, L'HONNEUR ET LA SOUVERAINETE DE LEURS PAYS

A la fin du mois de septembre s'est tenue en Pologne une Conférence d'information avec la participation des partis suivants : le Parti Communiste de Yougoslavie : camarades E. Kardelj et M. Djilas ; le Parti Ouvrier Bulgare (communiste) : camarades V. Tchervenkov et V. Poptomov ; le Parti Communiste de Roumanie : camarades G. Dej et A. Pauker ; le Parti Communiste Hongrois : camarades M. Farkache et I. Reval ; le Parti Ouvrier Polonais : camarades W. Gomulka et H. Minc ; le Parti Communiste (bolchévique) de l'U.R.S.S. : camarades A. Jdanov et G. Malenkov ; le Parti Communiste Français : camarades J. Duclos et E. Fajon ; le Parti Communiste de Tchécoslovaquie : camarades R. Slanski et S. Bastovanski ; le Parti Communiste d'Italie : camarades L. Longo et E. Reale.

Les participants à la conférence ont entendu des rapports d'information sur l'activité des Comités Centraux des Partis représentés à la Conférence : pour le Parti Communiste de Yougoslavie, des camarades E. Kardelj et M. Djilas ; pour le Parti Ouvrier Bulgare (communiste), du camarade V. Tchervenkov ; pour le Parti Communiste de Roumanie, du camarade G. Dej ; pour le Parti Communiste Hongrois, du camarade I. Reval ; pour le Parti Ouvrier Polonais, du camarade W. Gomulka ; pour le Parti Communiste (bolchévique) de l'U.R.S.S., du camarade G. Malenkov ; pour le Parti Communiste Français, du camarade J. Duclos ; pour le Parti Communiste de Tchécoslovaquie, du camarade R. Slanski ; et pour le Parti Communiste d'Italie, du camarade L. Longo.

Ayant procédé à un échange de vues sur lesdits rapports, les participants à la conférence ont décidé d'examiner la situation internationale, ainsi que le problème de l'échange des expériences et de la coordination de l'activité des partis communistes représentés à la conférence.

Le rapport sur la situation internationale a été présenté par le camarade A. Jdanov. Les participants à la conférence ont échangé leurs opinions sur ledit rapport et constaté leur accord complet dans l'appréciation de la situation internationale actuelle et des tâches qui en découlent, après quoi ils ont adopté à l'unanimité une déclaration sur les problèmes de la situation internationale.

Le rapport sur l'échange des expériences et la coordination de l'activité des partis communistes a été présenté par le camarade W. Gomulka. En ce qui concerne ce problème, constatant les effets négatifs qui découlent de l'absence de contacts entre les partis représentés à la conférence, et tenant compte de la nécessité de l'échange mutuel de leurs expériences, la conférence a décidé la création d'un Bureau d'Information.

Le Bureau d'Information sera constitué de représentants des Comités Centraux des partis nommés ci-dessus.

Les tâches du Bureau d'Information consistent dans l'organisation de l'échange des expériences entre les partis intéressés et, en cas de nécessité, dans la coordination de leur activité sur la base d'un libre consentement.

Il a été décidé qu'un organe sera édité par le Bureau d'Information.

Le siège du Bureau d'Information et de la rédaction de son organe a été fixé à Belgrade.

DECLARATION SUR LES PROBLEMES DE LA SITUATION INTERNATIONALE

Les représentants du Parti Communiste de Yougoslavie, du Parti Ouvrier Bulgare (communiste), du Parti Communiste de Roumanie, du Parti Communiste Hongrois, du Parti Ouvrier Polonais, du Parti Communiste (bolchévique) de l'U.R.S.S., du Parti Communiste Français, du Parti Communiste de Tchécoslovaquie et du Parti Communiste d'Italie, après avoir échangé leurs vues sur les problèmes de la situation internationale, se sont mis d'accord sur la déclaration suivante :

Dans la situation internationale résultant de la Deuxième Guerre mondiale et de la période d'après-guerre, des changements essentiels sont intervenus.

Ces changements sont caractérisés par une nouvelle disposition des forces politiques fondamentales agissant sur l'arène internationale, par la modification des rapports entre les Etats vainqueurs dans la Seconde Guerre mondiale, par un nouveau regroupement de ces Etats.

Pendant la guerre contre l'Allemagne et le Japon, les Etats alliés marchaient ensemble et constituaient un seul camp. Cependant, il existait déjà dans le camp des alliés une différence dans la détermination des buts de la guerre, ainsi que dans la détermination des tâches relatives à l'organisation du monde après la guerre. Pour l'Union Soviétique et pour les autres pays démocratiques, les buts fondamentaux de la guerre comportaient le rétablissement, l'affermissement des régimes démocratiques en Europe, la liquidation du fascisme, les mesures propres à prévenir la possibilité d'une nouvelle guerre d'agression de la part de l'Allemagne, l'établissement d'une coopération dans tous les domaines et pour une longue période entre les peuples d'Europe. Les Etats-Unis d'Amérique et en accord avec eux l'Angleterre se fixaient d'autres buts de guerre, notamment l'éviction de leurs concurrents sur les marchés (l'Allemagne, le Japon) et l'instauration de leur propre hégémonie. Ce désaccord dans la détermination des buts de la guerre et des tâches relatives à l'organisation du monde après la guerre n'a cessé de s'approfondir depuis la fin des hostilités. Deux lignes politiques opposées se sont manifestées : à l'un des pôles, la politique de l'U.R.S.S. et des autres pays démocratiques, qui vise à saper l'impérialisme et à renforcer la démocratie ; au pôle opposé, la politique des Etats-Unis et de l'Angleterre, qui vise à renforcer l'impérialisme et à étrangler la démocratie. Et parce que l'U.R.S.S. et les démocraties nouvelles sont devenues un obstacle à la réalisation des plans impérialistes de lutte pour la domination mondiale et pour l'écrasement des mouvements démocratiques, une croisade est organisée contre elles. Cette croisade s'accompagne de menaces d'une nouvelle guerre de la part des hommes politiques impérialistes les plus acharnés des Etats-Unis et de l'Angleterre.

Ainsi deux camps se sont formés dans le monde : d'une part, le camp impérialiste et antidémocratique, qui a pour but essentiel l'établissement de la domination mondiale de l'impérialisme américain et l'écrasement de la démocratie et, d'autre part, le camp anti-impérialiste et démocratique, dont le but essentiel consiste à saper l'impérialisme, à renforcer la démocratie, à liquider les restes du fascisme.

La lutte entre ces deux camps, entre le camp impérialiste et le camp anti-impérialiste, se déroule dans les conditions de l'accentuation continue de la crise générale du capitalisme, de l'affaiblissement des forces du capitalisme et de l'affermissement des forces du socialisme et de la démocratie.

C'est pour cela que le camp impérialiste et sa force dirigeante, les Etats-Unis, déploient une activité particulièrement agressive. Cette activité se développe à la fois sur tous les plans : sur le plan militaire et stratégique, sur le plan de l'expansion économique et sur le plan de la lutte idéologique. Le plan Truman-Marshall constitue seulement la partie européenne de la politique

d'expansion que les Etats-Unis réalisent dans toutes les parties du monde. Au plan d'asservissement économique et politique de l'Europe par l'impérialisme américain s'ajoutent des plans d'asservissement économique et politique de la Chine, de l'Indonésie, des pays de l'Amérique du Sud. Les Etats-Unis préparent les agresseurs d'hier — les magnats capitalistes de l'Allemagne et du Japon — à jouer un nouveau rôle, le rôle d'instrument de la politique impérialiste des Etats-Unis en Europe et en Asie.

Le camp impérialiste a recours aux moyens tactiques les plus variés où se conjuguent la menace de l'emploi direct de la force, le chantage et les violences, toutes sortes de mesures de pression politique et économique, la corruption, l'utilisation des contradictions intérieures et des querelles pour renforcer les positions impérialistes. Tout cela est dissimulé sous le masque du libéralisme et du pacifisme en vue de tromper et de prendre au piège les gens sans expérience politique.

Parmi les moyens tactiques des impérialistes, une place particulière revient à l'utilisation de la politique de trahison des socialistes de droite du type Blum en France, Attlee et Bevin en Angleterre, Schumacher en Allemagne, Renner et Sherf en Autriche, Saragat en Italie, etc. Ils s'efforcent de dissimuler le caractère de brigandage de la politique impérialiste sous le masque de la démocratie et d'une phraséologie socialiste alors qu'ils ne sont en fait que les auxiliaires fidèles des impérialistes en suscitant la désagrégation dans les rangs de la classe ouvrière et en empoisonnant la conscience de cette dernière. Ce n'est pas par hasard que la politique extérieure de l'impérialisme anglais a trouvé en la personne de Bevin, son serviteur le plus conséquent et le plus zélé.

Dans ces conditions, le camp anti-impérialiste et démocratique se trouve devant la nécessité de s'unir, de se mettre librement d'accord sur un plan d'action commune, d'élaborer sa tactique contre les forces principales du camp impérialiste, contre l'impérialisme américain, contre ses alliés anglais et français, contre les socialistes de droite, avant tout en Angleterre et en France.

Les efforts de l'ensemble des forces démocratiques anti-impérialistes de l'Europe sont nécessaires pour mettre en échec le plan d'agression impérialiste. Les socialistes de droite se comportent en traîtres. À l'exception de ceux des pays de démocratie nouvelle, où le bloc des communistes et des socialistes avec les autres partis progressifs et démocratiques constitue la base de la résistance de ces pays aux plans impérialistes, les socialistes dans la plupart des autres pays et, avant tout, les socialistes français, et les labouristes anglais — Ramadier, Blum, Attlee et Bevin — facilitent par leur complaisance la tâche du capital américain, l'incitent aux actes de violence et conduisent leurs propres pays à l'état de vassaux dépendant des Etats-Unis. Dans ces conditions, les partis communistes ont pour devoir essentiel de prendre en main le drapeau de la défense de l'indépendance nationale et de la souveraineté de leur propre pays.

Si les partis communistes restent fermes sur leurs positions, s'ils ne se laissent pas influencer par l'intimidation et le chantage, s'ils se comportent résolument en sentinelles de la démocratie, de la souveraineté, de la liberté et de l'indépendance de leurs pays, s'ils savent dans leur lutte contre les tentatives d'asservissement économique et politique se mettre à la tête de toutes les forces disposées à défendre la cause de l'honneur national et de l'indépendance nationale, aucun des plans d'asservissement de l'Europe et de l'Asie ne pourra être réalisé.

Telle est, à l'heure actuelle, une des tâches principales des partis communistes.

Il importe de considérer qu'il y a très loin entre le désir des impérialistes de déclencher une nouvelle guerre et la possibilité d'organiser une telle guerre. Les peuples du monde entier ne

veulent pas la guerre. Les forces attachées à la paix sont si grandes et si puissantes qu'il suffirait qu'elles fassent preuve de ténacité et de fermeté dans la lutte pour la défense de la paix pour que les plans des agresseurs subissent un fiasco total. Il ne faut pas oublier que le bruit fait par les agents impérialistes autour des dangers de guerre tend à intimider les gens sans fermeté ou ceux à nerfs faibles, afin de pouvoir, au moyen du chantage, obtenir des concessions en faveur de l'agresseur.

Le danger principal pour la classe ouvrière consiste actuellement dans la sous-estimation de ses propres forces et dans la surestimation des forces du camp impérialiste. De même que, dans le passé, la politique munichoise a encouragé l'agression hitlérienne, de même aujourd'hui, les concessions à la nouvelle politique des Etats-Unis, au camp impérialiste, peuvent inciter ses inspirateurs à devenir plus insolents et plus agressifs.

C'est pourquoi les partis communistes doivent se mettre à la tête de la résistance dans tous les domaines — gouvernemental, politique, économique et idéologique — aux plans impérialistes d'expansion et d'agression. Ils doivent serrer leurs rangs, unir leurs efforts sur la base d'une plateforme anti-impérialiste et démocratique commune et rallier autour d'eux, toutes les forces démocratiques et patriotiques du peuple.

RESOLUTION SUR L'ECHANGE DES EXPERIENCES ET LA COORDINATION DE L'ACTIVITE DES PARTIS REPRESENTES A LA CONFERENCE

La Conférence constate que l'absence de contacts entre les Partis Communistes qui y sont représentés comporte dans la situation de sérieux inconvénients.

L'expérience a prouvé qu'un tel manque de liaison entre les Partis Communistes est grandement dommageable et ne saurait se justifier. La nécessité de l'échange des expériences et d'une coordination librement consentie de l'action des partis intéressés, revêt en ce moment une acuité particulière dans les conditions compliquées de la situation d'après-guerre où l'absence d'une liaison entre Partis Communistes peut conduire à une situation préjudiciable à la classe ouvrière.

En conséquence, les participants à la Conférence se sont mis d'accord sur ce qui suit :

1. Il sera créé un Bureau d'Information des représentants du Parti Communiste de Yougoslavie, du Parti Ouvrier Bulgare (communiste), du Parti Communiste de Roumanie, du Parti Communiste Hongrois, du Parti Ouvrier Polonais, du Parti Communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S., du Parti Communiste Français, du Parti Communiste de Tchécoslovaquie, du Parti Communiste d'Italie.

2. Le Bureau d'Information aura pour tâche d'organiser l'échange des expériences et, en cas de nécessité, la coordination de l'activité des Partis Communistes sur la base d'un libre consentement.

3. Le Bureau d'Information sera composé de représentants des Comités Centraux à raison de deux pour chacun d'eux. Les délégués des Comités Centraux doivent être nommés et remplacés par les Comités Centraux intéressés.

4. Le Bureau d'Information éditera un organe bimensuel, et plus tard, hebdomadaire. L'organe sera édité en français et en russe et, dans la mesure des possibilités, en d'autres langues.

5. Le siège du Bureau d'Information est fixé à Belgrade.

UNITE COMMUNISTE -LYON-



Unitecommuniste.fr

Unite.communiste.lyon@gmail.com

Unité Communiste Lyon

[@UniteCommuniste](https://twitter.com/UniteCommuniste)

